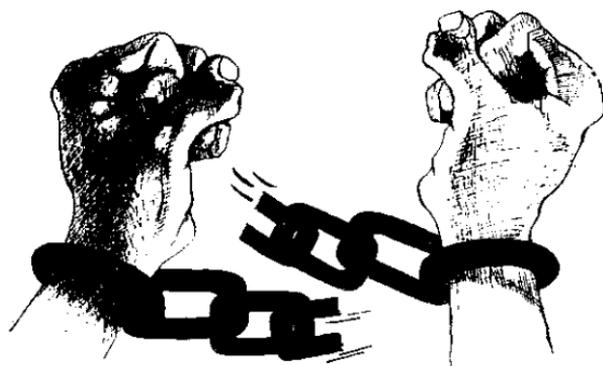


DOCUMENT
DE
MARTINIQUE

LE MOT D'ORDRE DE L'ÉTAPE ACTUELLE

« MARTINIQUE ROUGE »



Nous publions ce document du « Groupe septembre 1870 », paru dans son organe « Martinique rouge ». Car il est de notre devoir internationaliste de faire connaître les documents des peuples en lutte contre l'impérialisme, et précisément contre notre propre impérialisme : l'impérialisme français, pour leur révolution nationale démocratique.

Si nous avons la possibilité de rencontrer les camarades qui ont écrit ce texte, nous aurions certains éclaircissements et informations à leur demander, sur quelques points — sans pour autant nous ingérer dans leurs propres affaires ! De manière générale, notre revue « Prolétariat » ouvre ses colonnes à tous les camarades en lutte contre l'impérialisme français.

(Le Comité de rédaction).



La Martinique, depuis trois siècles de domination française, est soumise au pillage systématique des capitalistes békés (1) et des colons français. La France continue, sous diverses formes, une exploitation féroce du travail des Martiniquais. C'est ainsi que l'économie de notre pays a été organisée pour répondre à un double but :

1° Satisfaire les besoins de la France colonialiste en produits agricoles (sucre, bananes, ananas, etc.) ;

2° Constituer un marché exclusif pour les produits français dont la quantité et le prix sont fixés par le colon.

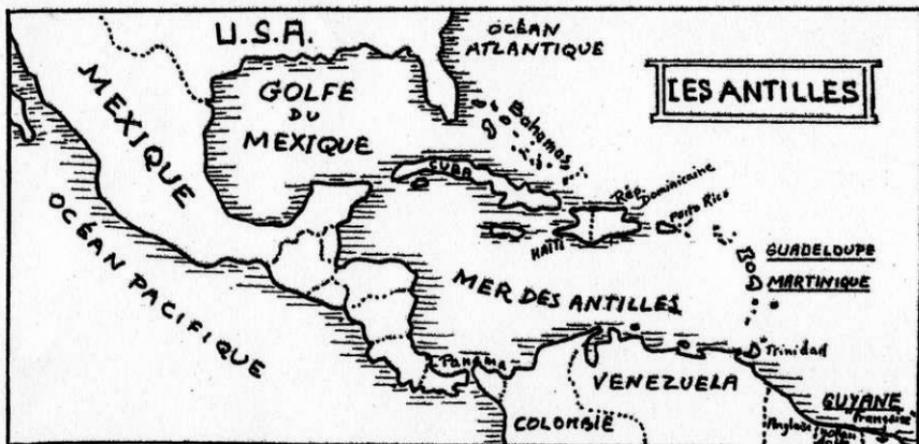
La colonie, forcée d'acheter les produits de la métropole, favorise, malgré elle, le développement des industries du pays qui l'exploite. Et on en arrive à cet état de choses révoltant : plus la Martinique est pauvre en industries, plus la bourgeoisie s'enrichit et accroît sa capacité industrielle, donc sa capacité de pillage. Exemple : L'absence de vraie cimenterie ou de parfumerie (absence entretenue par le colon) favorise l'entrée en Martinique de ciments Lafargue du Massif central et des parfumeries Chanel ou Dior. Le sucre est fait en Martinique mais raffiné en France.

Tous les secteurs sans exception de la vie de notre pays sont gangrénés par le cancer colonialiste.

Notre agriculture est maintenue, de manière criminelle, à un niveau féodal. Pire : cannes, tomates, cultures vivrières, etc. sont purement éliminées. La colonisation économique de notre pays s'accroît par l'envoi massif de produits français. La Martinique, pays agricole, a acheté pour 1 milliard 210 millions de légumes en 1968. La Martinique, aux eaux très poissonneuses, s'est trouvée forcée d'acheter pour plus d'un million d'anciens francs de poissons au cours de cette même année.

Sur les 14 usines et 62 distilleries, on parle de ne laisser plus qu'une seule usine. Ici se situe encore un énorme scandale : ces messieurs de la bourgeoisie békée, non contents de spolier le Martiniquais du fruit de son travail, non contents d'exploiter nos richesses, exigent de leur alliée, la bourgeoisie

(1) Békés : Blancs créoles, descendants des immigrants installés en Martinique depuis le dix-septième siècle. Ce sont les grands propriétaires.



monopoliste française, de nombreuses « subventions ». (Ce sont les travailleurs martiniquais qui paient.)

L'implantation générale des sociétés monopolistes françaises provoque l'extension du chômage et ses corollaires : corruption et prostitution. C'est ainsi que les abords des cinémas, hôtels et restaurants et autres lieux publics pullulent de prostituées de 16 ans et parfois même de 13 ans.

Dans les faits, cette main-mise de la bourgeoisie française se traduit sur le plan politique par :

- La déformation systématique de l'histoire martiniquaise, l'O.R.T.F. jouant quotidiennement sa répugnante besogne de décervelage.

- La faillite retentissante de la politique des maisons de la « culture » une à une transformées en dancings.

- L'abrutissement de notre jeunesse par un enseignement assimilationniste inadapté, procolonial, destiné à fabriquer une poignée de cadres traîtres à la patrie et totalement soumis. Un enseignement basé sur une culture décadente, pourrie, raciste, cynique et hostile à tout ce qui est authentiquement martiniquais.

- L'organisation calculée de la terreur, quadrillage à Fort-de-France, menace à la campagne, la fascisation accélérée du système, assassinats, attentats, passages à tabac, arrestations, procès.

- L'étouffement progressif des liber-

tés de presse, de réunions, d'expression, les atteintes répétées au droit de grève, l'intervention de la police et de la gendarmerie dans les grèves du bâtiment et de la S.P.D.E.E.M. en 1971, de Air France, de la Sécurité sociale et de la SOFRIMA ; le vol et la corruption pratiqués sur les ordres et avec la bénédiction du pouvoir, l'escroquerie de la Sécurité sociale par le trésorier de l'U.D.R.

- L'utilisation éhontée de la presse officielle et surtout de l'O.R.T.F. à des fins d'intoxication et de prostitution.

Intoxication, non seulement en faisant volontairement circuler de fausses nouvelles sur les grévistes, les habitants de Dillon, les lycéens, mais aussi par la publicité outrancière faite pour les supermarchés et les produits français, provoquant chez le Martiniquais des besoins artificiels qui servent à engraisser les firmes françaises (pommes de terre, défrisants, perruques, surgelés, voitures, etc.). Elle pousse notre jeunesse vers les bals, boîtes de nuit afin de la détourner du vrai problème qui est la mise à sac de notre pays par un pays étranger.

- La mise en place d'une bourgeoisie anti-nationale toute à la dévotion des colons et chargée de gérer leurs intérêts.

- La fraude permanente pour maintenir en place ses larbins locaux.

L'exil forcé des forces vives de notre peuple qui vont grossir les rangs du

sous-prolétariat français par le truchement du BUMIDOM (2).

— La tentative criminelle de transformer le pays en bordel pour Yankees.

La société française ayant atteint son stade monopoliste a de plus en plus besoin de terre de razzia pour offrir à l'appétit de ses grandes compagnies. La Martinique est ainsi soumise à un pillage organisé. Cependant, le développement même de cette politique a engendré une contradiction irréductible entre la France impérialiste et l'immense majorité de notre peuple, et dialectiquement fait naître les conditions objectives de la Révolution nationale. De larges fractions de notre peuple comprennent maintenant que nos intérêts sont fondamentalement contraires à ceux de la bourgeoisie et des békés locaux. Pour que la Martinique vive, il faut que l'impérialisme meure. La lutte sera longue et difficile car l'ennemi est multiple. Il faudra lutter contre le colonialisme français et ses valets et, pour cela, démasquer les révisionnistes, les réformistes P.C. et P.P.M. (3) qui vont constamment tenter de liquider la lutte du peuple martiniquais pour l'indépendance nationale.

Si les facteurs objectifs d'un changement qualitatif de la société martiniquaise existent, les conditions subjectives ne sont pas encore toutes réunies, faute d'un parti prolétarien lié aux masses, capable de définir les différentes étapes de notre lutte, ainsi que les moyens légaux et illégaux à employer contre l'occupant français.

Sur quelles classes le colonialisme français s'appuie-t-il en Martinique pour se maintenir ? Quelles classes en Martinique ont intérêt à l'abattre ? — Ce sont là des questions fondamentales pour la révolution martiniquaise.

Y répondre, c'est avancer dans la détermination du mot d'ordre juste de l'étape actuelle.

La classe bourgeoise

La bourgeoisie comprend principalement les dix familles békées propriétaires des dizaines de milliers d'hectares de terres, 75 % de la quasi-totalité des usines et des grosses affaires commerciales (agences, douanes, supermarchés, etc.). De tout temps alliée de la

bourgeoisie française métropolitaine, cette classe des super-riches a fait la pluie et le beau temps (plutôt la pluie) dans l'économie du pays. Elle investit dans le secteur le plus avantageux. L'abandonne quand c'est un autre secteur qui rapporte, pour le reprendre si besoin est. Tout cela au mépris le plus absolu des besoins réels du peuple martiniquais. Son seul « idéal » est le profit maximum. Et, pour l'accomplir, elle exploite férocelement les travailleurs martiniquais.

La classe békée étant l'une des bourgeoisies les plus imbéciles du monde, a été incapable de se constituer en bourgeoisie nationale, malgré les fortunes fabuleuses tirées de la surexploitation du Martiniquais. En effet, son histoire ne montre aucune tentative sérieuse de s'ériger en classe indépendante du colonialisme français. La dernière velléité fut celle des usiniers du Nord au début de ce siècle : ils firent construire deux raffineries de sucre dans la région de Saint-Pierre, mais les colons français mirent rapidement le holà en faisant incendier ces deux usines qui risquaient de nuire à leur monopole.

Les colonialistes français et la bourgeoisie compradore békée se sont cependant mis d'accord pour exploiter conjointement le peuple martiniquais. C'est ce qui explique l'apparition des capitaux mixtes : békés-colonialistes français (Club méditerranée, Printemps, etc.).

Les békés occupent maintenant la place de classe dominante et sont, de ce fait, directement responsables, avec la bourgeoisie française, de la misère de notre peuple. Mais cette position dominante ne va pas sans inconvénients : la pénétration en force des békés dans le secteur commercial pousse chaque jour un plus grand nombre d'artisans à la faillite, de commerçants à fermer boutique. Ces commerçants et artisans prolétarisés ou sans travail viennent grossir l'armée des mécontents. Grave problème pour la bourgeoisie : plus elle se développe et

(2) BUMIDOM : Bureau pour le développement des migrations en provenance des départements d'outre mer.

(3) P.P.M. : Parti progressiste martiniquais, de Aimé Césaire.

tue le petit commerce et l'artisanat, plus elle accélère le processus de sa chute.

Font également partie de la bourgeoisie, les gros bonnets tels Elysée, Marsan, Vilo... Les représentants politiques de cette classe sont : l'U.D.R., l'U.D.M., la S.F.I.O.

La bourgeoisie locale, békée, Elysée, Vilo, Marsan, etc. et le colonialisme français sont l'ennemi n° 1 des travailleurs martiniquais.

Le prolétariat, force motrice principale, force dirigeante de la révolution

Le prolétariat peut se diviser en deux grandes branches, l'une urbaine, l'autre rurale.

1° Le prolétariat urbain :

Il comprend : les ouvriers des villes qui travaillent dans les petites entreprises (boissons gazeuses, biscuits, vins, cartonnerie, métallurgie), ou bien dans le secteur du bâtiment, ou bien encore sur les docks. Le travail en équipe, par quart, la discipline rigoureuse à laquelle ils sont astreints, créent chez ces ouvriers une grande solidarité.

Il convient aussi de ranger les débardeurs des maisons de commerce, les vendeuses de grands magasins, les bonnes à tout faire, dans ce prolétariat.

Vu l'importance du commerce dans notre société coloniale de consommation, vu l'importance numérique des ouvriers de ce secteur, une attention particulière doit lui être accordée. Cela ne signifie nullement que ce groupe est le groupe dirigeant à l'intérieur du prolétariat. Ses habitudes de travail, sa place dans l'économie (répartition des biens de consommation) lui interdisent ce rôle.

2° Les ouvriers agricoles, fraction dirigeante du prolétariat en Martinique :

La situation de ces ouvriers, depuis quelques années, n'a cessé de se dégrader. Des quatorze usines et soixante-quatre distilleries qui jadis fonctionnaient, trois ou quatre seulement restent en activité avec un personnel réduit pour une récolte plus courte. Les fermetures d'usines se sont succédées, jetant brusquement en chômage des milliers d'ouvriers. De plus, les terres plantées en canne ont été considérablement réduites et le travail s'est mécanisé sans que le gouvernement français ait pris des mesures pour la reconversion des ouvriers jetés ainsi au chômage.



La crise de l'ananas est permanente. La culture de la banane est soumise aux humeurs des pontifes de la SICABAM, de la Transat et du gouvernement français. Mais cela signifie-t-il que les ouvriers agricoles n'ont aucune importance dans la lutte politique en Martinique ?

Bien au contraire.

Premièrement parce que, malgré tout, les ouvriers agricoles demeurent la fraction la plus importante, numériquement, du prolétariat martiniquais. En effet, en 1969, on dénombrait 31 000 travailleurs agricoles. Quand on sait que la Martinique compte relativement peu de paysans, on peut affirmer que les ouvriers agricoles forment la majorité de ces 31 000 travailleurs.

Deuxièmement parce que, depuis toujours, les travailleurs agricoles ont été le moteur de l'histoire en Martinique : 1848, 1870, grandes grèves des années 1900.

Troisièmement, et nous l'avons déjà dit, parce que le pillage colonial repose essentiellement sur ces deux piliers : l'agriculture précisément, et le commerce — l'agriculture faisant vivre 30 % de la population.

Quatrièmement, parce qu'ils sont certainement les ouvriers les plus exploités du pays. Un ouvrier agricole gagne moins de 30 francs par jour et n'a aucune sécurité de l'emploi.

Cinquièmement, et ce n'est pas le moins important : *les travailleurs agricoles ont une soit légitime de terre.* Ils ont tout à gagner à un changement profond ; ils ont tout à gagner à l'indépendance nationale pour le socialisme. Ils n'ont que leurs chaînes à perdre.

Toutes ces raisons font de l'ouvrier agricole l'avant-garde du prolétariat martiniquais.

Il n'est donc pas étonnant que ce soit principalement cette fraction du prolétariat que les organisations autonomistes — P.C.M., P.P.M., C.G.T. — n'organisent pas. C'est la fraction « gauchiste » du prolétariat martiniquais. Elle risque de mener la révolution bien trop loin. L'utiliser à des fins électorales, d'accord, mais l'organiser, jamais ! Voilà la pensée cachée des autonomistes, des dirigeants du Parti dit communiste martiniquais et du Parti dit progressiste

martiniquais. Des fonctionnaires et des membres de professions libérales ne peuvent pas penser autrement.

Le prolétariat, la classe la plus forte numériquement, la plus exploitée par la bourgeoisie compradore et par le colonialisme français, est, de ce fait, la classe la plus intéressée par un changement profond.

Le prolétariat a tout intérêt à prendre la direction de la lutte politique en Martinique pour :

— D'une part, briser le carcan colonial ;

— D'autre part, détruire les structures capitalistes de la société.

Mais si les conditions objectives (qui existent en dehors de notre esprit — absence de liberté, misère, exploitation, 80 000 chômeurs, etc.) sont réunies, les conditions subjectives (conscience de classe des ouvriers, propagation des idées révolutionnaires dans les masses, etc.) ne sont pas encore mûres et la cause en est l'inorganisation du prolétariat (condition subjective également).

Une des tâches fondamentales des révolutionnaires marxistes-léninistes est donc l'organisation du prolétariat en parti politique indépendant.

Mais organiser les ouvriers dans des syndicats *dirigés par eux* est actuellement une tâche très importante pour la prise de conscience de classe du prolétariat martiniquais.

Organiser les travailleurs dans les syndicats, les quartiers, les comités de défense, les conseils, etc. est une tâche propre à accélérer le processus de la création du parti.

Le lumpen-prolétariat

Comme dans tout pays colonial et peut-être ici plus qu'ailleurs, il est relativement important numériquement. Il est par essence anarchiste, terroriste, très difficile à organiser. Cependant, il est sur la première ligne de la riposte violente à la violence réactionnaire du colonialisme français.

Malheureusement, c'est aussi dans les rangs du lumpen-prolétariat que se recrutent, pour l'essentiel, les agents du fascisme, les provocateurs et les mou-

chards de la police politique (Renseignements généraux, etc.).

La petite bourgeoisie libérale

Elle se compose de moyens planteurs, de moyens commerçants, des artisans. En règle générale, la petite bourgeoisie est une classe instable voguant entre la bourgeoisie et le prolétariat.

« Dans le mode de *production capitaliste*, le paysan indépendant et l'artisan sont divisés chacun en deux personnes : en tant que possesseur des *moyens de production*, le paysan est capitaliste, en tant qu'ouvrier, il est son propre salarié. »

(MARX :

Histoire des doctrines économiques.)

Lénine poursuit :

« La situation économique du petit bourgeois est telle qu'il penche nécessairement et involontairement tantôt vers la bourgeoisie, tantôt vers le prolétariat. Sa situation économique ne lui permet pas d'avoir une ligne indépendante. Son passé le porte vers la bourgeoisie, son avenir vers le prolétariat. »

(LENINE :

Illusions constitutionnelles.)

Il nous faut distinguer dans la petite bourgeoisie la couche supérieure : planteurs possédant plusieurs dizaines d'hectares, propriétaires de moyens commerces, grandes bijouteries, cette couche bénéficiant d'un niveau de vie plusieurs fois supérieur à celui d'un ouvrier et tirant prospérité du système actuel, penche carrément du côté du pouvoir colonial. Par contre, la couche inférieure de la petite bourgeoisie (planteurs de 5 à 6 hectares, petits commerçants et artisans), bien que propriétaires des moyens de production, est fortement endettée, vit difficilement et se trouve menacée de prolétarianisation (contradiction entre les petits planteurs de canne et les usiniers, de banane et les békés — les épiciers et les propriétaires de supermarchés).

Cette couche inférieure est donc économiquement intéressée par la chute des békés et par l'indépendance nationale. L'action du parti du prolétariat doit viser à détacher cette couche opprimée de la petite bourgeoisie de la fraction réactionnaire.

La petite bourgeoisie salariée

Les fonctionnaires :

Contrairement à ce qui existe dans d'autres pays, les fonctionnaires occupent en Martinique une place très particulière. Véritable classe parasite sans aucune fonction dans la production cette classe bénéficie de multiples avantages de la part du pouvoir colonial. En fait, ces récompenses : 40 % de vie chère, congé administratif, sécurité de l'emploi, la possibilité de trouver la combine lucrative, etc., servent à financer la trahison des fonctionnaires et visent à constituer ces derniers en classe ayant objectivement intérêt au statut politique actuel. Le colonialisme qui ne fait rien par philanthropie, assure la belle vie aux fonctionnaires dans le but de diviser le peuple et d'utiliser ces nantis contre toutes les revendications des ouvriers. La grande majorité de cette classe s'est vendue à l'impérialisme français et ne peut, en aucune façon, jouer un rôle moteur dans la révolution. Cependant, un groupe relativement important, composé d'auxiliaires de l'enseignement primaire ou secondaire, de téléphonistes, de dactylos, de mécanographes, facteurs, etc., a un comportement social qui le rend proche de la lutte des ouvriers.

Donc, si la couche supérieure des moyens fonctionnaires, de par sa position de classe vendue au colonialisme, est contre-révolutionnaire et ennemie du prolétariat, la couche inférieure, par contre, peut et doit être une alliée future du prolétariat. Dans la petite bourgeoisie salariée, il convient d'inclure les employés et cadres du secteur privé, certains intellectuels.

Les contradictions à l'intérieur du pays étant mises à nu (ce qui est fondamental), il est utile de tenir compte d'un certain nombre de facteurs externes — comme la force du camp socialiste, la possibilité d'intervention des U.S.A. en Martinique, etc. Mais jamais ces facteurs externes ne peuvent changer la nature des contradictions à l'intérieur du pays. Ils ne peuvent qu'accélérer ou retarder leur résolution. Mais il faut ajouter que le comportement de cette fraction petite bourgeoisie dépendra pour l'essentiel du rapport de force.

Autonomie ou indépendance nationale ?

Aucune des revendications fondamentales actuelles des travailleurs martiniquais, que ce soit pour le plein emploi, le salaire décent, « la terre à ceux qui la travaillent » — le développement de l'industrie, la diversification de l'agriculture, le droit à l'instruction et à la culture, le respect des libertés démocratiques, etc. —, aucune de ces revendications ne peut être satisfaite dans le cadre français. Car, jamais d'histoire d'homme, on n'a vu des classes dominantes déposer les armes, mettre les moyens de production au service des travailleurs.

Le colonialisme français n'est pas fait d'une matière différente des autres classes exploiteuses.

Les revendications propres au prolétariat (abolition de la propriété privée, direction et contrôle de la classe ouvrière en tout, « à chacun selon son travail »), toutes ces revendications ne peuvent être satisfaites que dans une Martinique totalement débarrassée de la présence colonialiste. Cela ne peut se faire que par la violence révolutionnaire. Ce sont là des principes marxistes-léninistes dont nous ne nous départirons jamais.

Les dirigeants du Parti dit communiste martiniquais et du Parti progressiste dit martiniquais n'ont jamais reconnu ces principes, n'ont jamais déclaré noir sur blanc la nécessité absolue de l'indépendance nationale pour faire triompher le socialisme. Avant même de fixer l'objectif final, avant de l'annoncer, ces partis osent demander aux travailleurs de faire un compromis, au départ.

Construons-nous le socialisme sous l'autonomie en union avec la France colonialiste, avec la bourgeoisie française ? Ou devons-nous conquérir l'autonomie en union avec la France colonialiste et attendre l'avènement de la société socialiste en France pour commencer la construction du socialisme ?

Il serait intéressant que ces partis précisent leurs visées au peuple martiniquais.

Croyant argumenter leur position autonomiste, les petits bourgeois réformistes de la direction du P.C.M. et du P.P.M.

avancent une série de prétextes anti-marxistes :

LE PREMIER. — Que la Martinique est une « nation en gestation ». Mais cela n'a rien à voir avec le marxisme-léninisme qui affirme que « la nation est une communauté stable, historiquement constituée de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique, qui se traduit dans la communauté de culture » (J. Staline, « Le Marxisme et la Question nationale »).

La Martinique répond à chacun de ces critères, la Martinique est donc une nation.

LE SECOND. — (Ridicule). — « Que la Martinique est petite, que sa population est relativement faible ».

Pour un marxiste-léniniste, pour un révolutionnaire, la géographie d'un pays ne pourra jamais être déterminante pour l'évolution politique de ce pays. C'est un des derniers facteurs dont il tiendra compte.

LE TROISIEME. — « L'union étroite de l'impérialisme et du capitalisme local ».

Comme si ce phénomène n'a pas été commun à tous les pays coloniaux — Cuba, la Chine, le Vietnam, etc.

LE QUATRIEME. — « Une solidarité réelle existant de longue date entre les mouvements démocratiques de France et de la Martinique ».

Dites-nous, Messieurs ! le peuple martiniquais perdrait-il le soutien de la classe ouvrière française s'il revendiquait l'indépendance nationale ? Si oui, cela aurait tout simplement prouvé que le P.C.F. (Parti communiste français) n'a pas changé depuis les guerres d'Indochine et d'Algérie et que ce parti n'a rien de communiste.

LE CINQUIEME. — « Le faible niveau actuel du sentiment national martiniquais ».

Le P.C.M. jouerait-il un double jeu ? Au congrès constitutif du P.C.M., Marcel Servin, alors membre du Bureau politique et secrétaire du Comité central du Parti communiste français, déclarait : « Pour une juste politique léniniste en matière de droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ces données-là (petitesse du pays, faiblesse numérique relative de la population, conscience d'une nationalité martiniquaise) ne sont pas malgré tout l'essentiel ».

Le P.C.M. n'a jamais désavoué Servin. Aujourd'hui, on argue juste le contraire de ce qu'il affirmait.

Non ! On jurerait que les dirigeants de ces partis cherchent à forger des arguments aussi ridicules les uns que les autres pour justifier un mot d'ordre qui n'intéresse que leur classe.

Mais écoutons encore :

LE SIXIEME. — « La possibilité d'un changement allant dans le sens d'un développement de la démocratie en France ».

Le P.C.M. invite-t-il le peuple martiniquais à compter essentiellement sur ce changement pour être débarrassé du colonialisme français ? Si non, qu'il soit clair sur ce point au moins.

LE SEPTIEME (l'argument de poids) « La menace qui découle de la politique interventionniste de l'impérialisme américain ».

Nous avons compris : Il faut attendre que les Etats-Unis deviennent socialistes pour revendiquer l'indépendance nationale ; donc pour commencer la construction du socialisme en Martinique. Puisqu'après Cuba, l'impérialisme américain ne tolérera pas un autre pays socialiste dans le continent.

Constatons que tous ces arguments n'ont rien à voir avec les contradictions internes de la société martiniquaise. Ce sont des facteurs externes.

Or, pour un marxiste-léniniste, qu'est-ce qui détermine le développement d'un phénomène, d'une société, les facteurs extérieurs à la société ou les contradictions internes ?

Il est clair que ce qui est déterminant, ce sont les contradictions internes. Et nous avons déjà montré que toutes ces contradictions internes ne peuvent trouver leur solution que dans une Martinique totalement débarrassée du colonialisme, mais aussi du capitalisme. Les facteurs extérieurs ne peuvent intervenir que comme conditions qui accéléreront ou retarderont le développement des contradictions internes.

Bien d'autres prises de positions témoignent de la nature de classe des dirigeants du P.C.M. :

— La délation de « Justice » du jeudi 23 juillet 1970, livrant des patriotes, des anti-colonialistes à la police politique.

— Ce paragraphe d'un article du même journal, parlant des salles de bal :

« on comprend mal que dans un pays où la police est si abondante, on ne puisse assurer un minimum de sécurité dans les lieux où les jeunes désirent s'amuser sainement » (souligné par nous).

Le P.C. a-t-il l'intention de multiplier ces lieux de plaisir sains sous l'autonomie ?

— L'utilisation des masses laborieuses en 1953 pour faire triompher la revendication des 40 heures octroyées aux seuls fonctionnaires.

Et depuis, le P.C. et la C.G.T. protestent énergiquement contre tous ceux qui réclament ces 40 heures pour les ouvriers.

Il est bon de noter que c'est à partir de cette date que les fonctionnaires, voulant garder égoïstement ce privilège, se sont, dans leur grande majorité, rangés dans le camp de l'impérialisme... Pour ne citer que ces exemples-là.

Mais une des expériences des plus édifiantes est de rechercher la profession des dirigeants les plus éminents du parti.

(Le P.C. étant légal, nous ne risquons de faire ici aucune délation.)

Armand Nicolas, ancien professeur du second degré (frappé par l'ordonnance); André Constant, opticien ; Dufond Guy, professeur ; Duféal Philibert, ouvrier ; Fitte-Duval Georges, directeur d'école ; Grattiant Georges, avocat ; Guiteau Walter, inspecteur P.T.T. ; Lamon Victor, ancien commis ; Ménil René, professeur ; Mauveois Georges, inspecteur P.T.T. ; Platon Albert, paysan ; Zobda-Quitman, directeur du centre hospitalier.

Sept fonctionnaires de la couche supérieure de la petite bourgeoisie, un avocat, un commerçant, et nous comprenons aussitôt la revendication de l'autonomie en union avec la France — tout en conservant les avantages acquis par les fonctionnaires.

Mais ce qui caractérise la ligne de classe petite-bourgeoise du P.C., c'est sa position sur le problème du pouvoir politique... Pour Marx et Lénine, c'est là le problème essentiel.

A aucun moment de son histoire, le P.C. n'a posé le problème de la prise du pouvoir politique par le prolétariat martiniquais...

Ni en 1946, date à laquelle le P.C. refusa de prendre le pouvoir alors que

toutes les conditions étaient favorables. (Situation explosive en Martinique, Parti communiste français au gouvernement en France, capitalisme mondial affaibli après la seconde guerre mondiale.)

Pire, les dirigeants du P.C. ont à cette époque demandé l'assimilation des Martiniquais aux Français, œuvrant à l'étouffement du sentiment national du peuple martiniquais, faisant le jeu de la réaction.

Et maintenant ils osent parler du « faible niveau actuel du sentiment national » !

La ligne du P.C. sur le problème de la prise du pouvoir n'a pas changé depuis.

« La question peut être réglée pacifiquement, par la voie de la raison, par la voie de la négociation » (troisième congrès du P.C.).

Pour qui a étudié « L'Etat et la Révolution » de Lénine, c'est tout simplement époustouffant.

On peut y lire notamment : « La nécessité d'inculquer systématiquement aux masses cette idée — et précisément celle-là — de la révolution violente est à la base de toute la doctrine de Marx et Engels. »

En 1870, Marx a pensé à la possibilité d'une révolution pacifique en Angleterre et en Amérique. Lénine a expliqué dans « La révolution prolétarienne » les raisons de cette position. A savoir l'absence du militarisme et de la bureaucratie dans ces pays en 1870.

De nos jours, aucun pays capitaliste ne connaît cette situation.

Rien dans la ligne organisationnelle du P.C., ni dans son travail d'éducation des masses (cellules complètement délaissées sauf en période électorale et lors de la remise des cartes, absence totale de tracts de dénonciations, d'agitation, inexistant des journaux d'organisation de masse) ne témoigne de la volonté de prise du pouvoir.

LE MOT D'ORDRE D'AUTONOMIE DEFENDU PAR UN TEL PARTI NE PEUT REFLETER LES INTERETS DU PROLETARIAT MARTINQUAIS.

Le seul mot d'ordre juste de l'étape actuelle

Notre mot d'ordre n'est pas « Révolution socialiste », pourquoi ?

Les trotskystes du G.R.S. (groupe

Révolution socialiste) et de Combat ouvrier renient la Révolution par étapes léniniste, et veulent tout faire en même temps : Révolution nationale démocratique, Révolution socialiste ; tout ça cé mim'm pou yo. Pas besoin de distinguer les étapes.

Lénine, dont ils se réclament démagiquement, a, plus d'une fois pourtant, proclamé la nécessité des étapes, la nécessité de distinguer rigoureusement ces étapes. « *La révolution de l'ensemble de la paysannerie est encore une révolution bourgeoise et, sans une série de transitions, d'étapes transitoires, il est impossible, dans un pays arriéré, de la transformer en révolution socialiste.* » (« La révolution prolétarienne », Lénine, 1918).

« *Les bolchéviks ont précisément su distinguer d'une façon rigoureuse entre la Révolution démocratique bourgeoise et la Révolution socialiste. C'est en menant jusqu'au bout la première qu'ils ont ouvert la porte à la seconde. Seule politique révolutionnaire, seule politique marxiste* » (ouvrage cité).

Pourquoi les étapes en Martinique ? Précisément parce que la Martinique est un pays arriéré : La Martinique est une société coloniale et semi-féodale.

La contradiction principale ne réside pas entre le prolétariat et la bourgeoisie, mais entre la majorité du peuple et le colonialisme français qu'il s'agit d'isoier.

Il est « léniniste » de distinguer rigoureusement cette contradiction : peuple-colonialisme — de la contradiction actuellement secondaire : prolétariat-bourgeoisie.

Seule la Révolution nationale démocratique et populaire (R.N.D.P.) peut résoudre sérieusement la première contradiction.

La solution de la seconde se trouve dans la Révolution socialiste.

C'est en menant jusqu'au bout la première révolution qu'on ouvre la porte à la seconde. La contradiction ancienne secondaire devient alors contradiction principale. Ce sont là deux tâches liées mais pourtant distinctes. Dans « Deux tactiques », Lénine fustigeait les pseudos-révolutionnaires qui lançaient en 1905 le mot d'ordre de Révolution socialiste :

« *Le degré de développement écono-*



mique de la Russie (condition objective) et le degré de conscience et d'organisation des masses du prolétariat (condition subjective indissolublement liée à la condition objective) rendent impossible l'émancipation immédiate et totale de la classe ouvrière. Seuls les gens les plus ignares peuvent méconnaître le caractère bourgeois de la révolution démocratique en cours. Seuls les optimistes les plus naïfs peuvent oublier que la masse des ouvriers ne sait encore que bien peu de choses des objectifs du socialisme et des moyens de le réaliser. »

« Organisez donc des centaines de mille d'ouvriers dans toute la Russie, ralliez les sympathies de millions de travailleurs autour de votre programme ! Essayez de le faire sans vous contenter de phrases anarchistes, sonores mais creuses, et vous verrez aussitôt que la réussite de cette œuvre d'organisation, que la diffusion de cette éducation socialiste dépendent de la réalisation aussi complète que possible des transformations démocratiques. »

Que les ultra-révolutionnaires trotskystes y réfléchissent un peu !

La Révolution nationale démocratique et populaire vise à instaurer la dictature conjointe des classes actuellement révolutionnaires de la société martiniquaise (voir analyse de classes) sur l'impérialisme français et ses alliés en Martini-

que. Ses tâches principales sont la réforme agraire, la nationalisation des biens des colonialistes, de leurs alliés et des traîtres à la révolution, l'institution de la démocratie pour le peuple, la prise en considération sérieuse du problème du chômage, etc.

Mais la Révolution nationale démocratique populaire appelle-t-elle à dissoudre la classe ouvrière dans l'« unité nationale », dans le « front unique », comme nous le font dire les trotskystes.

Pour un marxiste-léniniste, jamais !

La Révolution nationale démocratique et populaire, l'alliance du prolétariat avec les autres classes révolutionnaires de la société martiniquaise SE FERA TOUJOURS SOUS LA FERME DIRECTION DU PROLETARIAT, ORGANISE DE MANIERE INDEPENDANTE DANS SON PARTI.

*La Révolution nationale démocratique populaire n'est pas la révolution socialiste, mais elle s'insère dans la Révolution socialiste mondiale puisqu'elle combat résolument l'impérialisme.

La lutte pour l'accomplissement de la Révolution nationale démocratique populaire est donc partie intégrante des tâches internationalistes du prolétariat martiniquais.

Pour la Révolution socialiste,
**VIVE LA REVOLUTION NATIONALE
DEMOCRATIQUE POPULAIRE !**